

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la lutte contre le dérèglement climatique, à Manille le 26 février 2015.

LE PRÉSIDENT : Mesdames messieurs les ministres, mesdames messieurs les parlementaires, mesdames messieurs les représentants de tant d'organisations qui, chaque jour, militent pour éviter que notre planète puisse être altérée de manière irréversible.

Je veux remercier Nicolas HULOT, qui a pris cette initiative, d'abord de nous emmener tous aux Philippines, je le faisais dans le cadre d'une visite d'Etat, mais de vous emmener aussi, dans ce déplacement à participer à l'appel que le président AQUINO et moi-même, nous allons lancer dans quelques heures.

Nicolas HULOT est ambassadeur pour la planète, avec Laurent FABIUS nous avons beaucoup réfléchi à cette appellation, parce que « pour la planète » représente une tâche immense qui vous a été confiée. Mais l'idée était de vous permettre de voyager, au nom de la France, afin d'alerter l'ensemble des opinions publiques, l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement, sur l'urgence. A ce moment-là, nous ne savions pas encore que la France allait organiser la Conférence sur le climat, nous étions candidats à le faire, mais nous n'avions pas encore reçu mandat pour le faire. Aujourd'hui, nous sommes devant cette responsabilité.

Il nous est déjà arrivé de réunir des chefs d'Etat et de gouvernement, ce n'est pas le plus difficile, mais réunir des chefs d'Etat et de gouvernement, les institutions internationales, l'ONU, pour conclure un accord, un accord sur le climat, un accord contraignant, un accord général, est un défi. Un défi qui nous est posé, puisque nous sommes le pays hôte, un défi qui est celui du monde entier, puisqu'il y joue son avenir, et un défi aussi, citoyen. Parce que c'est une affaire, celle de la planète, et qui n'est pas simplement celle des Etats, des gouvernements, des institutions, ce qu'on appelle « des responsables. » Sans doute ont-il un rôle majeur à jouer, parce qu'ils sont élus, ou parce qu'ils ont été désignés pour agir, mais ils n'y parviendront pas seuls. Il faudra ce qu'on appelle l'engagement de tous, des grandes organisations non gouvernementales, et je les salue, elles sont présentés ici, des entreprises, parce qu'il y faudra de la technologie et du financement, et puis il faudra aussi que les collectivités locales, les parlements, et les autorités spirituelles, du monde entier, s'engagent avec nous.

Nous avons quelques mois pour y parvenir, quelques mois c'est l'éternité quand on est aux responsabilités d'un pays, ces quelques mois peuvent paraître même trop loin, pour ceux qui sont dans l'urgence, et pourtant nous avons l'immense responsabilité d'utiliser le temps pour convaincre. Pour convaincre que l'accord doit être passé même avant le mois de décembre, parce que ce n'est pas dans une salle, y compris parce que la nuit nous serait offerte, pour mener des conciliabules et des pourparlers, que nous arriverons à un accord de cette importance. Il doit être préparé étape par étape, et ici il y a, dans cette salle, celles et ceux qui auront à faire ce travail préparatoire et à convaincre les chefs d'Etat et de gouvernement de signer.

Pourquoi sommes-nous venus ici aux Philippines ? D'abord parce que c'est un pays ami, parce que c'est un pays que la France a toujours soutenu, mais parce que c'est, hélas, le pays qui peut montrer aux yeux du monde ce qu'est le dérèglement du climat.

Il y a pourtant des experts scientifiques qui ont fait toutes les démonstrations, qui ont apporté toutes les informations, Jean JOUZEL est parmi nous, il est le vice-président du GIEC, il n'a pas élaboré de théorie, il n'a pas forgé de doctrine, il a dit la réalité : Le réchauffement climatique

élaboré de théorie, il n'a pas raison de doctrine, il a dit la réalité. Le réchauffement climatique est aujourd'hui un fait scientifique. Et le GIEC est allé plus loin, en indiquant que si nous ne faisons rien, dans les prochaines années, ce n'est pas un réchauffement de la planète de 2 degrés que nous allons connaître d'ici la fin du siècle, mais de 3, 4, voire 5 degrés. Et avec des conséquences que l'on n'a pas besoin de forcer pour les décrire, nous les connaissons déjà : tsunamis, tremblements de terre, élévation du niveau de l'eau, atteinte inexorable à la biodiversité, et avec ce que nous savons être les impacts de ces catastrophes : des milliers de morts, des centaines de milliers de personnes déplacées, des destructions considérables, l'impossibilité de vivre sur des côtes, la disparition d'îles, voilà ce que nous savons déjà, et ce qui est en mouvement.

Alors que voulons-nous faire à Paris au mois de décembre 2015 ? Nous voulons qu'il y ait d'abord, un accord entre les Etats pour que chacun puisse fournir les contributions, qui seront les siennes, afin de lutter contre le réchauffement climatique. C'est l'addition de toutes ces contributions qui permettra d'éviter que le réchauffement aille au-delà de 2 degrés d'ici la fin du siècle pour la planète.

Une fois que nous aurons toutes ces contributions, nous pourrons élaborer l'accord général et contraignant, pays par pays, c'est d'ailleurs aussi bien pour les pays les plus développés que pour les pays les plus pauvres, les plus vulnérables. Je ne doute pas que les pays les plus fragiles auront des contributions particulièrement audacieuses. J'imagine que les pays qui sont les plus émetteurs de gaz à effet de serre, de carbone, auront à cœur de faire la démonstration qu'ils prendront des engagements contraignants, je ne vais pas citer les pays les plus émetteurs, mais nous les connaissons, et heureusement ils ont déjà pris un certain nombre de dispositions, mais pas encore d'engagement ferme. Et puis il y a les pays qui sont des pays pauvres, qui n'émettent pas de gaz à effet de serre, qui n'utilisent pas le carbone, et qui n'ont aucune responsabilité dans la situation que nous connaissons, et pourtant, ces pays sont aussi frappés par le réchauffement climatique.

Alors ils nous demandent, et c'est le deuxième objectif de la Conférence de Paris sur le climat, de mettre en place un fonds financier qui permettra d'assurer la transition énergétique dans les pays du Sud, dans les pays pauvres, dans les pays fragiles, dans les pays vulnérables. De façon à ce que ces régions-là du monde, puissent assurer, par ces investissements, leur autonomie énergétique, le stockage de l'énergie, les énergies renouvelables, et aussi un mode de vie qui soit compatible avec une planète qui ne se réchaufferait plus, comme par le passé.

Le troisième objectif que nous avons, pour Paris 2015, est d'agréger tous les efforts que, les entreprises, les collectivités locales, les régions, les grandes villes, les organisations non-gouvernementales, toutes les idées, toutes les innovations, toutes les propositions, tous les changements qui sont appelés à changer notre monde pour le préserver. Parce que c'est cela le mot d'ordre : changer le monde pour préserver la planète. Et cet ensemble d'idées, de propositions, d'innovations, d'imagination, fera l'agenda des solutions.

Voilà les trois objectifs : un accord général et contraignant, pour les pays, pour tous les pays du monde, un fonds financier puissant, on parle de 100 milliards de dollars chaque année, à partir de 2020, et un agenda des solutions mobilisant l'ensemble des acteurs.

C'est ce que j'appelle l'alliance de Paris, qui doit se former, une alliance large, une alliance qui concernera donc les gouvernements, qui concernera aussi les organisations non-gouvernementales, les institutions internationales, une alliance qui ira jusqu'aux entreprises, aux institutions financières, une alliance aussi entre citoyens. S'il y a un sujet qui rassemble tous les habitants du monde, s'ils ont une chose commune, qui les concerne tous, c'est la terre, nul ne peut s'en écarter, nul ne peut penser qu'il aura un autre avenir là je ne parle que pour le temps humain-, un autre avenir que sur terre, à partir de là, nous sommes tous concernés, nous sommes tous mobilisés, nous sommes tous unis, puisque nous n'avons qu'une seule terre, et jusqu'à nouvel ordre, qu'une seule vie.

Nous devons donc faire cette alliance de Paris, c'est une alliance d'abord pour la justice, la justice entre pays, et là, je parle au nom des pays développés. Nous avons, pendant des décennies et des décennies, suffisamment prélevé des ressources de notre planète pour assurer notre

croissance et donc, notre prospérité. Tout en laissant tellement de pauvres au bord du chemin, nous avons donc tellement abîmé la planète que notre premier devoir, c'est de faire justice à l'égard des pays qui justement, par leur état de développement, n'ont pas commis d'actes irréversibles sur notre terre.

La justice, c'est donc faire qu'il y ait un nouveau mode de développement pour ces pays, une nouvelle politique, de nouveaux transferts. La justice, c'est également entre les générations, ma génération a considérablement bénéficié des prélèvements sur la planète, pour assurer l'accès aux biens, l'accès aux services, les transports. Mais nous avons aussi, des devoirs à l'égard des générations qui viennent et qui nous demanderont des comptes, même si nous ne sommes plus là, et qui nous diront : qu'est-ce que vous nous avez laissé pour assurer notre propre vie ? Cette justice-là, c'est la justice qui nous interpelle le plus, car c'est celle qui nous concerne directement, en tant qu'être humain.

L'enjeu de l'alliance de Paris, c'est aussi un enjeu d'éducation, parce qu'en même temps que nous luttons contre le réchauffement climatique, nous donnons des clefs, pour que la jeunesse du monde comprenne ce que va être son avenir. Et d'ailleurs, l'une des manières de pouvoir être les plus efficaces dans la lutte contre le réchauffement climatique, est de diffuser le savoir, la connaissance, l'information. De ce point de vue-là, la lutte contre le réchauffement climatique, est un enjeu démocratique. C'est aussi un enjeu de paix, s'il y a un réchauffement qui se poursuit dans les prochaines décennies, c'est la guerre qui s'annonce. Ce n'est pas simplement la catastrophe, c'est la catastrophe qui va faire la guerre, et la guerre qui amplifiera encore la catastrophe.

C'est un enjeu de culture aussi, l'alliance de Paris, parce que nous avons, là, la préservation de notre patrimoine, nous avons des formes d'expression de vie que nous devons absolument, non pas simplement préserver, mais développer, multiplier. Et c'est pourquoi des personnalités de culture se sont associées à cette alliance. Et c'est aussi une question de conscience, une question d'esprit, une question d'humanité. C'est la raison pour laquelle, quelles que soient les convictions ou les croyances, il est bon que les principales autorités religieuses, de toutes les religions, s'associent à la lutte contre le réchauffement climatique. Je salue ici, le patriarche Bartholomée de l'avoir compris, et je garde le souvenir de la visite du Pape et de son discours ici, aux Philippines.

Je veux terminer sur l'appel que nous allons lancer, avec le président AQUINO, c'est un appel qui s'adresse à tous, qui s'adresse à tous les pays, c'est un appel qui ne vise pas à faire la leçon, c'est un appel qui, tout simplement, est un rendez-vous. Le rendez-vous de Paris, en décembre 2015, est un appel qui vise à entraîner, à mobiliser, à engager, ici, vous êtes une avant-garde, et ce que l'on attend maintenant, c'est que le monde prenne conscience de sa force. Cela a été dit avant moi, le monde est capable du meilleur comme du pire, l'humanité a été capable ou de se détruire ou au contraire, de s'élever. Et nous sommes, une fois encore, devant ce choix décisif pour notre histoire, où le monde ferme les yeux, où le monde ignore son avenir, où le monde crée une mobilisation telle, qu'il va gagner encore en humanité. Cet appel, cet appel de Manille, cet appel qui va au-delà de nos deux pays, est un appel pour l'humanité, pour l'humanité heureuse, pour l'humanité triomphante, pour l'humanité solidaire. Merci.